

CONSTAT POLITIQUE LOCAL ET REGIONAL

DES DEUX INTERVENTIONS MULTINATIONALES A BEYROUTH

En préliminaire, il n'est pas inutile de rappeler deux points. L'expression "soldats de la paix" est une affirmation politique de l'époque largement martelée pour justifier ces interventions et bien sûr considérablement amplifiée par les médias. Pour la Syrie, le Liban n'a jamais existé, il s'agit d'une de ses provinces et la création de l'état palestinien ne peut se faire qu'en territoire israélien.

Août à septembre 1982: évacuation des combattants palestiniens et repli des troupes syriennes. La déclaration intempestive de notre ministre des relations extérieures, "les combattants palestiniens doivent quitter le Liban dans l'honneur et la dignité" a particulièrement choqué l'ensemble des libanais. Toutefois, cette intervention fut sans conteste un succès politique évident, ayant obtenu un consensus quasi général. A l'exception de la tendance Walid Joumblat, parmi les druzes (Parti Socialiste Progressiste - PSP-), les libanais ont applaudi à cette opération. Elle libérait la capitale d'une occupation plus que pesante et lui redonnait une certaine liberté politique. La Syrie, malgré le repli de ses troupes, restait présente au Liban (Nord et Bekaa): elle appréciait, sans en faire état, cette évacuation qui faisait disparaître de la région une force politique bien armée de plus en plus difficile à contrôler, affirmant chaque jour son indépendance accrue dans le sud du pays. Israël, entre autres, convaincu de la création immédiate d'un état palestinien sur sa frontière nord, après des négociations "de façade", avait réussi à impliquer directement les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France. Ces pays prenaient son relais pour concrétiser l'objectif de son opération "Paix en Galilée": le retrait des forces palestiniennes de la région... Cependant, l'OLP laissait sur place de 1500 à 2000 combattants clandestins. Elle réinstallait des éléments à Tripoli (Liban nord) qui étaient aussitôt évacués par les marines occidentales en fin d'année sous les pressions syriennes, libanaises, israéliennes et celles des milices locales.

Octobre 1982 à mars 1984: l'effectif total des forces multinationales de sécurité (FMS) stationnées dans le "grand Beyrouth" était d'environ 5000 hommes, les britanniques n'ayant qu'un détachement symbolique d'à peine 120 hommes. Mais, au large de Beyrouth ont été présents en permanence, au minimum une vingtaine de bâtiments dont 2 porte-avions, une task-force d'un bataillon de "marines" en intervention immédiate. Suite aux ~~des~~ attentats du 23 octobre 1983, le nombre de navires a dépassé la cinquantaine...

Leur mission était définie en ces termes: "les forces multinationales de sécurité doivent aider le gouvernement libanais à restaurer sa souveraineté, et son autorité à Beyrouth et dans ses alentours et à assurer la sécurité des habitants de ladite région." Leurs gouvernements interprétèrent chacun à leur convenance le texte signé.

De novembre 1982 à août 1983, ces forces ont en partie contribué à assurer une certaine sécurité et stabilité dans un climat favorable. L'ensemble des milices libanaises éprouvait le besoin de se reconstituer et de raffermir leur autorité sur le terrain. Tsaïhal occupait la majeure partie de la zone située au sud de la route internationale Beyrouth-Damas. Sous caution américaine, Israël négociait un traité de paix avec le Liban. Hafez el Assad attendait son heure, laissant se développer en Bekaa, notamment à Baalbeck les mouvements et milices intégristes, Hozballah de Hussein Moussawe et de Sobhi Toufayli qui commencèrent à s'infiltrer dans Beyrouth au cours de l'été. Enfin, le nouveau gouvernement de Amine Gémayel se mettait en place, l'armée libanaise était en pleine reconstruction avec une aide massive américaine.

La signature du traité de paix israélo-libanais marque une nouvelle période. Hafez el Assad n'aura de cesse d'arriver à faire dénoncer le traité et replier les FMS. Il profitera notamment du retrait unilatéral israélien du Chouf en relançant une nouvelle guerre et en s'appuyant sur W. Joumblat dont il réarme la milice PSP. Les gouvernements des FMS n'ont rien fait pour contraindre Israël à faire relever ses troupes poste par poste par l'armée libanaise, ce que demandaient les autorités locales. Les Etats-Unis ont interdit à l'armée libanaise de se porter en Bekaa (au contact de l'armée syrienne) pour arrêter les renforts "palestino-syriens" et de l'OACL(1). Enfin, les appuis feux aériens sollicités(2) n'ont jamais été accordés: ils auraient permis à l'armée libanaise de prendre rapidement et largement le dessus. Au total, l'absence de volonté des gouvernements(3), des FMS et de coordination allait précipiter la désintégration de l'armée libanaise et sa partition en brigades confessionnelles. A l'image de son armée le gouvernement se délitait: il reperdait le contrôle de Beyrouth au profit des diverses milices, les intégristes s'installaient durablement au détriment de la milice Amal de Naby Berri. Dans ce contexte, les attentats du 23 octobre allaient précipiter le départ des FMS.... Ce départ laissait le Liban encore plus divisé. La composition du deuxième gouvernement de A. Gemayel se discutait à Genève (sans succès) puis à Lausanne (désignation de Rachid Karamé comme chef du gouvernement) sous initiative saoudienne et sous diktat syrien. Les pays des FMS avaient disparu de l'échiquier régional.

(1) OACL: Organisation de l'action communiste libanaise. Un de ses responsables appartenant aussi au clan W. Joumblatt était le programmeur des massacres de chrétiens dans le Chouf.

(2) Après de nombreuses mises en garde orales, nos avions sont intervenus 3 ou 4 fois en représailles. Ils ont détruit 2 pièces d'artillerie de 122 mm du PSP. Suite à l'attentat de Drakkar, ils sont intervenus sur une caserne de Baalbeck, tuant un berger et deux moutons: les occupants de la caserne, une centaine de miliciens hozbqllah, ont été prévenus quatre heures avant l'opération... Aussi, à titre de représailles, le cuirassé New-Jersey a tiré toute une nuit dans un thalweg, à 35 km, situé en zone PSP, aucun objectif n'existait en ces lieux.

(3) Outre les nombreuses déclarations à l'emporte pièces de notre ministre des relations extérieures, le président Reagan, 24 heures avant le repli des forces américaines assurait que son pays n'abandonnerait pas le Liban.

(4) Attentats du 23 octobre: leurs objectifs réels étaient de contraindre les Etats-Unis et la France à régler le contentieux financier les opposant à l'Iran. La Syrie parfaitement informée a au minimum laissé faire: ces attentats s'inscrivaient dans sa politique refusant toute présence étrangère sur le territoire libanais, c'est à dire le sien.